

Les gouvernements de Hong Kong et Pékin engagent l'épreuve de force

jeudi 17 octobre 2019, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 6 octobre 2019).

Sommaire

- [Les débuts du mouvement](#)
- [La résistance à la répression](#)
- [Le développement de convergenc](#)
- [Le pouvoir promet, le 4 \(...\)](#)
- [... puis s'arroe, un mois \(...\)](#)
- [L'indispensable solidarité \(...\)](#)

Depuis plusieurs mois, Hong Kong est secoué par des mobilisations d'une ampleur exceptionnelle. Leur point de départ est le refus massif d'un projet de loi d'extradition liberticide. Le 4 septembre, la cheffe du gouvernement annonce soudainement que ce texte sera retiré à la mi-octobre. Néanmoins, les mobilisations continuent, notamment pour obtenir la satisfaction des autres revendications du mouvement. Un mois plus tard, jour pour jour, elle s'arroge les pleins pouvoirs.

Les débuts du mouvement

Tout commence en février 2019 avec le dépôt d'un projet de loi d'extradition. Celui-ci vise à pouvoir transférer sur le continent toute personne présente à Hong Kong, pour la faire juger par un tribunal aux ordres du pouvoir de Pékin. Dès le 28 avril, une première manifestation réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes, à l'appel d'une coalition d'organisations luttant depuis des années pour la défense et l'amélioration des droits démocratiques.

Dans la foulée, la manifestation du 4 juin, commémorant chaque année l'anniversaire des massacres de 1989 à Pékin, regroupe des dizaines de milliers de personnes. Parmi ses revendications figure le retrait du projet de loi d'extradition.

Le 9 juin, plus d'un million de personnes déferlent dans les rues, soit l'équivalent en France de 9 millions de manifestante.s. Une semaine plus tard, à la veille d'une nouvelle manifestation, le gouvernement se contente d'annoncer une simple suspension du projet. Le lendemain, deux fois plus de monde est dans la rue, soit plus de la moitié des personnes en âge de voter.

La résistance à la répression

Dès le 12 juin, la police utilise des gaz lacrymogènes sans avertissement préalable contre un rassemblement, en prétendant par la suite que celui-ci n'avait pas été autorisé. Ce comportement arbitraire érode encore plus la confiance des manifestant.es envers la police.

Les arrestations se multiplient. Près de 1 900 personnes sont interpellées entre juin et début octobre. La plupart sont par la suite relâché.es, parfois sous caution dans l'attente d'un procès ultérieur pouvant entraîner jusqu'à 10 ans de prison.

Le 21 juillet, la police tente une nouvelle tactique par le biais de la mafia. Celle-ci agresse sauvagement les personnes présentes dans une gare de banlieue à l'heure de retour d'une grande manifestation en ville. Résultat, même les plus modérés se mettent en colère. Le mouvement s'élargit et se radicalise encore davantage.

La manifestation du 27 juillet est encore plus significative. Pour la première fois, le pouvoir refuse de l'autoriser. En temps ordinaire, la population aurait accepté cette interdiction. Au lieu de cela, des centaines de milliers de personnes se rebellent et descendent dans la rue. C'est la première fois à Hong Kong qu'un tel niveau de désobéissance civile a lieu. Pour la première fois, le 18 août, la manifestation organisée par le Front civique est carrément interdite.

Le développement de convergences

Jusqu'à la mi-juin, l'essentiel du mouvement repose sur une coalition d'organisations ayant pignon sur rue. Mais progressivement des étudiant.es et des jeunes salarié.es jouent un rôle moteur. Simultanément une partie du monde du travail se met en mouvement.

Une forme de complémentarité se met en place entre ces trois composantes, ce qui facilite un renforcement des mobilisations.

Des manifestant.es ayant pour la plupart moins de 40 ans s'appuient sur des formes de luttes offensives, bloquant par exemple des bâtiments officiels, des trains et des métros, et saccagent le 1^{er} juillet le Conseil législatif. Parmi eux/elles, une dizaine de milliers veulent en découdre avec la police, et mettent en place des modes d'organisation innovants.

Des milliers de personnes très diverses ne sont pas prêtes à en faire personnellement autant, mais fournissent des visières, des casques, de l'eau, etc. La très grande majorité de la population manifeste sa sympathie avec les jeunes radicaux. Certain.es, personnes, ayant en général plus de 30 ans et des enfants, apportent un soutien financier, une aide au logement, au transport, etc...

Le monde du travail cherche à s'impliquer dès le mois de juin. La centrale syndicale HKCTU, qui participe par ailleurs à la coalition d'organisations, appelle à la grève générale pour le 17 juin. Mais c'est un échec. Il faut dire que le recours à la grève ne fait pas partie des habitudes hongkongais.es. Les grèves pour des motifs économiques sont en effet très rares, et le dernier appel à une grève politique, qui remonte à juin 1989, avait été finalement retiré au dernier moment.

Dans des secteurs comme dans les banques ou une partie de la Fonction publique, des appels à l'action voient le jour et des rassemblements de salarié.es ont lieu.

L'appel à la grève générale du 5 août, est couronné de succès. On estime que 300 000 à 400 000 personnes y participent. Simultanément, des jeunes bloquent une grande partie des réseaux ferrés et Hong Kong est en partie bloqué.

Dans la foulée, des manifestations ont lieu tous les 2 ou 3 jours, et les occupations de l'aéroport se multiplient. Le 17 août, 1,7 million de personnes descendent à nouveau dans la rue.

Le troisième appel à la grève des 2 et 3 septembre est par contre peu suivi. Il faut dire qu'entre temps, la répression s'est sauvagement abattue sur les lieux de travail. Dans le secteur du transport aérien, particulièrement en pointe le 5 août, au moins 36 salarié.es sont licencié.es entre juin et fin septembre. Le plus souvent pour des propos tenus en dehors du lieu de travail ou pour avoir participé à des manifestations en ville, ou encore sur la base de simples dénonciations. Parmi eux/elles, la présidente d'un des syndicats du groupe Cathay.

Le pouvoir promet, le 4 septembre, de retirer le projet de loi d'extradition

Face à la persistance des mobilisations et à la violence croissante lors des manifestations, la cheffe de l'Exécutif promet, le 4 septembre, que le projet de loi serait retiré à la mi-octobre. Elle espère sans doute que les moins déterminé.es se mettront en retrait, et que les secteurs les plus radicaux se retrouveront isolés.

Méfiant.es, beaucoup de militant.es expliquent que ne serait pas la première fois à Hong Kong qu'une promesse ne serait pas tenue. C'est par exemple le cas de celle, faite en 1984, d'élection au suffrage universel des pouvoirs exécutif et législatif, et qui n'est toujours pas en vigueur.

La manœuvre du pouvoir échoue, l'immense majorité de la population estime que ce qui a été promis par le gouvernement « c'est trop peu et trop tard ».

En effet, depuis juillet, quatre revendications se sont ajoutées à la revendication initiale de retrait du projet de loi :

- 1) L'abandon de la caractérisation « d'émeute » pour qualifier les actes attribués à certaines personnes arrêtées. Cette qualification peut en effet se traduire par des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison ;
- 2) La libération sans condition de tous les manifestant.es arrêté.es, sans inculpation ;
- 3) Une enquête indépendante sur les violences policières et les abus de pouvoir.
- 4) La mise en œuvre du suffrage universel intégral promis en 1984.

« Répondez à nos cinq revendications, pas une de moins » clament les manifestant.es. Mais la cheffe de l'Exécutif refuse obstinément. Résultat, les manifestations continuent, même si les manifestations sont désormais presque toujours interdites.

... puis s'arroe, un mois plus tard, les pleins pouvoirs

Le point de départ de ce changement de pied du pouvoir est la promulgation, le 4 octobre, d'un texte interdisant le port de masques dans les manifestations et rassemblements. Son but immédiat est de pouvoir arrêter et traduire en justice une multitude de manifestant.es refusant de se plier à cette interdiction.

Mais cette mesure va au delà de ce seul objectif : le pouvoir la fonde juridiquement sur une loi d'urgence coloniale qui autorisait le représentant du pouvoir britannique à prendre « *n'importe quelle mesure* ». Cette loi n'a jamais été abrogée lorsque le pouvoir est passé en 1997 aux représentant.es du gouvernement de Pékin.

Ironie de l'histoire, cette loi avait été promulguée en 1922 afin de réprimer la grève générale menée par le syndicat des marins dirigée par des communistes chinois ! Et la dernière fois qu'elle a été utilisée par le gouverneur britannique, c'était en 1967 pour réprimer les émeutes suscitées par le pouvoir de Pékin.

Pour les syndicats étudiants de douze établissements de l'enseignement supérieur, redonner vie à cette loi coloniale ouvre la voie à « *une réglementation totalitaire, et détruit l'État de droit* ». (1) Elle permet en effet au gouvernement « *d'exercer un pouvoir illimité (...) pour légiférer de manière arbitraire* ». Il peut « *promulguer à sa guise toutes les lois restreignant les libertés, y compris le couvre-feu, la limitation de la liberté d'expression, la confiscation de la propriété privée, voire une législation comportant une peine maximale d'emprisonnement à vie* ».

« *La police de Hong Kong a maintenant un pouvoir discrétionnaire, placé au-dessus de la loi : elle peut utiliser la violence comme bon lui semble et arrêter des innocents sans aucune formalité juridique* ».

En réponse, à ce coup de force juridique, des rassemblements ont immédiatement lieu suivis de

l'érection de barricades et de vandalisations de stations de métro. Le week-end des 5 et 6 octobre, des dizaines de milliers de personnes masqué.es déferlent dans les rues, malgré la pluie, la fermeture des stations de métro et une répression de plus en plus violente : ces derniers jours, deux jeunes manifestants ont été très gravement blessés par des balles réelles, et une journaliste a perdu un oeil.

L'indispensable solidarité internationale

La solidarité internationale avec les luttes se déroulant à Hong Kong pour la démocratie et la justice sociale est plus actuelle que jamais. Il en va également en partie du sort des militant.es du continent luttant pour les mêmes valeurs, et à qui des organisations de Hong Kong apportent une aide depuis des dizaines d'années.

Et cela d'autant plus face au déchaînement de la répression incluant des violences sexuelles. Sans oublier l'envoi de matériel utilisé contre les manifestant.es. Les nouveaux canons à eau et à liquide indélébile de la police ont par exemple été fabriqués en France par une filiale de Mercedes.

Dans un grand nombre de pays, des rassemblements et des manifestations sont organisés. En France, par exemple, un rassemblement a eu lieu à Paris samedi 28 septembre à l'appel d'un comité constitué par des Hongkongais.es résidant en France, et soutenu notamment par des associations de plusieurs diasporas asiatiques, l'Union syndicale solidaires, la FSU, Attac, le Cedetim, ESSF, le NPA, etc. Une représentante d'Amnesty y a pris également la parole.

Le 6 octobre 2019

Note :

1. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50664>

P.-S.

Article paru dans l'Anti-capitaliste hebdo